

Convention collective

**IDCC : 8435. – COOPÉRATIVES FRUITIÈRES
(Ain, Doubs et Jura)
(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,
Journal officiel du 24 février 2002)

**ACCORD DU 1^{ER} JANVIER 2011
RELATIF À LA CRÉATION D'UN CERTIFICAT DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE
D'ANIMATEUR(TRICE) D'ESPACE DE VENTE**

NOR : *AGRS1197077M*
IDCC : 8435

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura ;
La fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

L'UR CFDT de Franche-Comté ;
L'UD CFDT de l'agroalimentaire de l'Ain ;
L'UR CFTC de Franche-Comté ;
L'UD CFTC de l'Ain ;
L'UR CGT-FO de Franche-Comté ;
L'UD CGT-FO de l'Ain ;
L'UR CFE-CGC de Franche-Comté ;
L'UNSA agriculture-agroalimentaire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet la mise en place d'un certificat de qualification professionnelle d'animateur(trice) d'espace de vente de coopérative fruitière.

Le certificat de qualification professionnelle est un diplôme de branche qui certifie le niveau de compétences de l'animateur(trice) d'espace de vente d'une fruitière.

En premier chef, le CQP est aussi une reconnaissance nationale qui est délivrée par la commission paritaire nationale interbranches de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNIEFP) créée par l'accord du 22 février 2006. La CPNIEFP s'appuiera sur la commission mixte paritaire de la convention collective des coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura pour statuer sur les compétences des animateurs(trices).

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

Le présent accord à vocation à s'appliquer aux salarié(e)s des entreprises dont l'activité principale relève du secteur des coopératives fruitières fromagères figurant au n° 1051 C, des EURL au n° 4729 Z, des groupements d'employeurs au n° 7830 Z, des CUMA au n° 4941 B en référence à la nouvelle nomenclature des activités française (NAF).

Article 2

Création et objectifs du CQP

Création

Le métier de vendeur(se) en coopérative fruitière a connu ces dernières années des mutations importantes liées aux évolutions des contextes tant économique que technique, environnemental, et organisationnel, nécessitant un profil professionnel allant bien au-delà de l'action de vente, car exigeant de plus en plus souvent la mise en œuvre :

- de compétences nouvelles en termes d'achat et de gestion des produits et des contraintes associées ;
- de comportements professionnels et d'initiatives personnelles visant à optimiser l'offre produit et la vente, soit en magasin, soit par d'autres circuits.

Les partenaires sociaux de la branche ont donc eu à cœur de construire une réponse adaptée aux évolutions observées et aux perspectives prévisibles pour ce métier.

Partant d'une étude comparative des compétences mises en œuvre auprès de différentes vendeur(se)s expérimenté(e)s sur des sites des régions de productions des différentes AOP, ils ont décidé de la mise en place d'un dispositif qualifiant prenant la forme d'un certificat de qualification professionnelle.

Objectifs

Les objectifs du certificat de qualification professionnelle concourent aux enjeux actuels d'évolution des fruitières :

- définir les contenus des emplois ;
- contribuer au développement de la compétence professionnelle des salarié(e)s ;
- reconnaître la compétence des salarié(e)s au regard des enjeux de la profession et de la branche ;
- développer un ensemble de formations qualifiantes ;
- construire un dispositif innovant de formation reposant sur les principes d'individualisation, (positionnement préalable, parcours adaptés), de modularisation, d'adaptation (reconnaissance, des spécificités des entreprises et des régions) et de validation ;
- faciliter la gestion des ressources humaines dans les fruitières.

Article 3

Conditions d'éligibilité et bénéficiaires du CQP

Le certificat de qualification professionnelle d'animateur(trice) d'espace de vente de coopérative fruitière est ouvert aux candidat(e)s répondant aux critères suivants :

- être titulaire d'un poste de vendeur(se) en contrat à durée indéterminée ayant une ancienneté de 2 ans révolus dans le coefficient 220 de la convention collective, dans une EURL ou un magasin de vente de l'Ain, du Doubs et du Jura, exerçant leur activité à temps partiel ou à temps complet ;
- réaliser tout ou partie des activités citées au-delà du niveau 220, justifiant ainsi leur situation par rapport au niveau 240 et donc la candidature au CQP (voir document joint en annexe V « Niveaux de compétences ») ;
- maîtriser les compétences correspondantes, énumérées dans le référentiel de compétences et définissant la qualification en termes de savoir-faire, comportements et connaissances associées ;
- les candidat(e)s remplissant les conditions cumulatives énumérées ci-dessus pourront se présenter au CQP sur la base du volontariat.

Dans les 30 jours suivant la réception de la demande écrite du candidat(e), l'employeur devra lui adresser les documents suivants :

- un dossier de renseignement individuel ;
- le livret d'auto-positionnement.

Le dossier de candidature devra être cosigné par le gérant ou le représentant de la coopérative (après consultation du conseil d'administration).

Les candidat(e)s devront ensuite retourner leur dossier au service formation de la FDCL du Doubs dans les meilleurs délais.

L'employeur pourra refuser l'accès à la démarche si les conditions d'éligibilité citées précédemment ne sont pas remplies.

La mise en œuvre de la démarche pourra être reportée dans certains cas, notamment au regard des difficultés liées à l'organisation de l'entreprise. Dans ce cas, l'employeur devra fournir par écrit les arguments circonstanciés ou motivés du report de la demande.

Article 4

Méthode de conception et élaboration

La méthodologie retenue par les partenaires signataires du présent accord s'est appuyée sur une conception de la compétence professionnelle en tant que combinaison des ressources de l'environnement de travail et des ressources incorporées des personnes au travail.

Aussi la préparation du dispositif de certificat de qualification professionnelle s'est-elle appuyée sur une étude de terrain de l'emploi d'animateur(trice) d'espace de vente tel qu'il est réellement pratiqué dans trois départements (Ain, Doubs et Jura) ainsi que dans les différents types de magasin associés aux fruitières, et tenant compte des évolutions nécessaires et souhaitées des structures « emploi-cible ».

Documents

C'est ainsi qu'ont été élaborés successivement et validés par la commission mixte paritaire :

- un « référentiel métier » définissant l'emploi, ses conditions d'exercice, ses missions, ses activités, ses tâches, tant pour le cœur de métier que pour les activités complémentaires qui le constituent (document joint en annexe I) ;
- un « référentiel de compétences » identifiant les compétences constitutives de l'emploi, tant en termes de ressources matérielles de l'environnement à mobiliser qu'en termes de ressources pro-

pres : savoir-faire, connaissances associées, aptitudes et qualités comportementales (document joint en annexe II).

Validé par les partenaires sociaux de la branche, ce document de base permet de préciser les objectifs qui expriment le comportement professionnel global attendu et mis en œuvre en situation de travail ;

- une procédure définissant :
 - les contenus et l’organisation du dispositif d’accès à la qualification (document joint en annexe III) ;
 - le protocole d’évaluation (document joint en annexe IV) garantissant l’unicité de la méthodologie de reconnaissance et de validation des niveaux de compétences pour l’attribution de la qualification (document joint en annexe V).

Ce référentiel est organisé en 5 missions :

- organisation et animation de l’espace de vente ;
- vente ;
- gestion ;
- qualité, hygiène, sécurité et environnement ;
- accueil, communication.

Article 5

Mise en œuvre

A. – Procédure

Le certificat de qualification professionnelle s’obtient à l’issue d’une procédure d’évaluation des compétences mises en œuvre en situation d’exercice de l’activité, identifiée et présentée dans un document « Démarche de reconnaissance et de validation » (document joint en annexe III).

B. – Mise en œuvre et suivi

L’initialisation et le déroulement de cette procédure reviennent à la FDCL 25, en collaboration permanente avec la commission mixte paritaire, par la mise en place d’un groupe de pilotage représentatif de ladite commission, et dont le rôle est également défini dans les compléments du document « Démarche », partie relative aux acteurs (document joint en annexe III).

Composition du groupe de pilotage :

- 3 représentants du collège salariés ;
- 3 représentants du collège employeurs ;
- 1 représentant de la FDCL 25.

C. – Evaluation finale. – Validation. – Jury

Les évaluations finales des candidats sont organisées par la FDCL 25, à qui il revient de convoquer les candidats et un jury régional CQP.

Composition du jury

Ce jury est obligatoirement issu de la commission mixte paritaire et composé de :

- 2 représentants des employeurs, à titre délibératoire ;
- 2 représentants des salariés, à titre délibératoire ;
- 1 technicien de l’OPCA2, à titre consultatif ;
- l’organisme accompagnateur, à titre consultatif ;
- 1 représentant administratif FDCL, à titre consultatif.

Il a pour mission de :

- valider les résultats des épreuves d’évaluation qui lui sont soumises ;

- procéder à une évaluation de complément par le biais d'un entretien individuel avec le (la) candidat(e) ;
- statuer sur les propositions d'attribution du CQP ;
- régler tout litige pouvant survenir dans le cadre de la validation.

Protocole d'évaluation. – Règles à observer pour la validation

La délivrance du certificat de qualification professionnelle repose sur la validation des compétences nécessaires à la maîtrise de chaque activité-clé représentative de l'emploi.

Les règles d'appréciation et de notation des niveaux de maîtrise des compétences sont définies dans un protocole d'évaluation (document joint en annexe IV).

Durée d'un parcours qualifiant

La durée de l'ensemble d'un parcours type de validation n'est ni identifiée ni limitée, le parcours pouvant être réalisé avec ou sans formation complémentaire ; toutefois, la durée de validité des acquis constatés lors du positionnement initial est limitée à 5 ans, à compter de la date de l'épreuve d'observation sur site.

Article 6

Classement du CQP dans la grille de classification professionnelle

Les personnes ayant obtenu le certificat de qualification professionnelle se verront attribuer un coefficient de 240 au regard de la classification des emplois de la convention collective *ad hoc*.

Article 7

Dispositions générales

A. – Financement (OPCA)

L'organisme paritaire collecteur agréé des organismes professionnels et des coopératives agricoles (OPCA2) sera sollicité sur l'ingénierie financière pour la mise en œuvre du CQP.

B. – Entrée en vigueur, suivi et révision de l'accord

Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011.

Suivi de l'accord

Le suivi du présent accord sera confié au groupe de pilotage qui rend compte à la commission mixte paritaire des coopératives. Il se réunira chaque année afin de faire le bilan de l'application du présent accord et de proposer éventuellement tout avenant qu'il conviendrait d'adopter pour faire face à toute évolution significative.

Révision de l'accord

Il pourra faire l'objet d'une demande de révision de la part des parties signataires de l'accord, conformément à l'article L. 2222-5 du code du travail.

Article 8

Procédure

Les signataires demandent l'extension du présent accord qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès de l'unité territoriale du Doubs, DIRECCTE de Franche-Comté. Un exemplaire sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 1^{er} janvier 2011.

(Suivent les signatures.)